



**CONSEIL INTERNATIONAL
DES BOIS TROPICAUX**

**COMITÉ DU REBOISEMENT
ET DE LA GESTION FORESTIÈRE**

Distr.
GÉNÉRALE

CRF(LVII)/4
16 octobre 2023

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CINQUANTE-SEPTIÈME SESSION
Du 13 au 17 novembre 2023
Pattaya (Thaïlande)

**INITIATIVE OIBT-CDB DE COLLABORATION EN FAVEUR DE
LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ DES FORÊTS TROPICALES**

DOCUMENT DU PROGRAMME POUR LES ANNÉES 2024-2025

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Dans les paysages de production, la biodiversité des forêts tropicales a une importance capitale au sein de la stratégie mondiale pour la biodiversité, car elle représente non seulement un réservoir important de diversité d'espèces, mais joue également un rôle crucial pour assurer la stabilité des écosystèmes, la captation du carbone et procurer des services écosystémiques essentiels qui sont vitaux pour le bien-être sociétal et écologique.

En 2009, l'OIBT a publié en commun avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) des lignes directrices pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les forêts tropicales de production de bois. Celles-ci ont remplacé les lignes directrices de 1993 sur la conservation de la diversité biologique dans les forêts tropicales de production de bois.

En 2011, l'OIBT et la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont signé un protocole d'accord (MoU) qui est resté en vigueur jusqu'en 2021. Ce MoU était associé au programme «Initiative de OIBT-CBD de collaboration en faveur de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales». De 2011 à la fin de 2020, dans le cadre de cette Initiative de collaboration ont été mis en œuvre 16 projets dont le budget total a avoisiné 13 millions \$EU. Ils ont été exécutés dans 23 pays tropicaux, qui, tous, connaissaient un recul de leur superficie forestière et un appauvrissement de la biodiversité et où un grand nombre de leurs habitants sont tributaires de la forêt.

En février 2021, l'OIBT et la CDB ont prorogé leur partenariat en renouvelant le MoU afin de promouvoir leurs efforts de collaboration jusqu'en 2025. S'appuyant sur ce partenariat de long terme et conformément à l'engagement mondial stipulé dans le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, qui a été adopté lors de la 15^e Conférence des Parties à la CDB en décembre 2023, le document du programme de mise en œuvre de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration a été actualisé pour la période 2024-2025, en réaffirmant l'engagement en faveur de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales.

I. INTRODUCTION

1. Contexte

Préalablement à la Conférence des Parties (CdP) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) de 2010 tenue à Nagoya, au Japon, et dans le cadre de l'Année internationale de la biodiversité 2010 et de l'Année internationale des forêts 2011, l'OIBT et la CDB ont signé un protocole d'accord (MoU) qui est resté en vigueur jusqu'en 2021. Ce MoU s'accompagnait du programme «Initiative OIBT-CBD de collaboration en faveur de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales», qui avait pour objet de renforcer la collaboration en vue d'atteindre leurs objectifs communs de conservation et de gestion durable des ressources forestières des forêts tropicales, en privilégiant plus particulièrement les aires protégées et les forêts de production.

L'Initiative OIBT-CBD de collaboration a été conçue pour apporter un appui aux pays producteurs membres de l'OIBT afin de réduire l'appauvrissement de la biodiversité, ce à travers la mise en œuvre de projets axés sur les objectifs communs du Plan d'action stratégique de l'OIBT 2013-2018, du Programme de travail de la CDB sur la biodiversité forestière (2002), et en mettant l'accent sur les objectifs communs du Plan stratégique de la CDB pour la biodiversité 2011-2020 et de ses objectifs d'Aichi (en particulier les objectifs 5, 7, 11 et 15). En 2010, la CDB et le Conseil international des bois tropicaux (CIBT) ont adopté des décisions se félicitant de la collaboration entre l'OIBT et la CDB (décision X/36 de la CdP à la CDB et décision 6(XLVI) du CIBT.

2. Évaluation de l'Initiative OIBT-CBD de collaboration en faveur de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales (2011-2020)

De 2011 à la fin de 2020, l'Initiative OIBT-CBD de collaboration a mis en œuvre 16 projets, dont 10 sont achevés et six sont en cours, moyennant un budget total avoisinant 13 millions \$EU. Ils ont été exécutés dans 23 pays tropicaux, qui, tous, ont connu un recul de leur superficie forestière et un appauvrissement de la biodiversité, et où un grand nombre de leurs habitants sont tributaires de la forêt. Sur ces 16 projets, quatre ont été mis en œuvre en Afrique, six en Asie, cinq en Amérique centrale/du Sud et un en Océanie. Huit portaient principalement sur la gestion durable des forêts (GDF), même si sept d'entre eux étaient associés à des réserves désignées (aire protégée, Ramsar ou biosphère); quatre concernaient des aires protégées transfrontières; et deux ont permis de financer une meilleure formation des forestiers afin d'y inclure les enjeux liés à la biodiversité dans des projets en Afrique subsaharienne et en Amérique du Sud.

En 2021, une évaluation a examiné les résultats de ces 16 projets. Il en est ressorti que l'Initiative OIBT-CBD était très pertinente pour les processus mondiaux en vigueur dont les buts, objectifs et cibles consistent à améliorer la gestion forestière, à augmenter la couverture forestière au sein de paysages et à atténuer le changement climatique. Pour être précis, les processus en question sont les Objectifs d'Aichi de la CDB, les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 (ODD), les Objectifs mondiaux relatifs aux forêts et les objectifs du Plan d'action stratégique de l'OIBT. Les 16 projets OIBT-CBD ont contribué à chacun de ces processus, dont ils ont contribué à réaliser plusieurs des objectifs. Par exemple, les projets ont contribué, dans leur ensemble, à six des ODD: tous les projets ont contribué à l'ODD 15, avec un accent particulier sur les cibles 15.1, 15.2, 15.5 et 15.9, et la plupart ont contribué à l'ODD 12.2, qui tous ont trait aux écosystèmes forestiers. En développant des moyens de subsistance alternatifs ou en travaillant à l'amélioration des forêts sur le plus long terme, plusieurs des projets ont également contribué à réduire la pauvreté (Cible 1.1). En évitant la déforestation, en améliorant la gestion forestière ou en restaurant la forêt (ODD 13), tous les projets ont contribué à l'atténuation du changement climatique. Quatre projets, en mettant fortement l'accent sur les femmes dans le développement de moyens de subsistance alternatifs, ont répondu à l'ODD 5.5. Les quatre projets mis en œuvre au niveau du paysage qui visaient tous, en partie, à améliorer les débits et la qualité de l'eau ont, ce faisant, contribué à l'ODD 6.6. Globalement, l'Initiative OIBT-CBD a eu des répercussions au niveau de six des objectifs d'Aichi de la CDB, à part quasi-égale entre les objectifs 1 (sensibilisation), 5 (réduction de la perte d'habitat), 7 (GDF), 11 (gestion des aires protégées), 12 (espèces menacées) et 14 (restauration de l'habitat).

Plusieurs enseignements majeurs, qui sont susceptibles d'être appliqués dans le cadre de l'Initiative renouvelée, ont été dégagés, comme suit:

- Les projets réussissent mieux s'il y a des consultations préalables pour développer de bonnes relations et une compréhension avec les communautés.
- Les communautés locales doivent pouvoir en tirer des avantages et certains droits et pratiques fonciers traditionnels doivent pouvoir perdurer.
- Les forêts communautaires sont une formule qui fonctionne bien, mais leur emplacement doit être judicieux pour améliorer leurs chances de succès.

- Il est essentiel de mener un travail de renforcement des capacités et de sensibilisation des communautés locales et des responsables pour améliorer la gestion du site concerné, mais les besoins doivent être compris avant la mise en œuvre.
- Dans tous les pays participants, le soutien politique des pouvoirs publics à l'échelon le plus élevé est essentiel au succès d'un projet de conservation transfrontière.
- Les autorités publiques locales, tous échelons confondus (État, région, municipalité), doivent être, dans la mesure du possible, impliquées.
- Les projets transfrontières nécessitent que le comité de pilotage du projet se réunisse régulièrement avec des membres de tous les pouvoirs publics, sur la base d'un engagement en faveur des activités transfrontière qui soit clairement énoncé dans un accord officiel.
- Les projets doivent comporter des indicateurs mesurables de performance et disposer des moyens nécessaires pour effectuer le suivi.
- Eu égard aux projets de suivi et de recherche, un comité technique chargé d'évaluer les résultats et d'examiner les données et rapports scientifiques sera un garant de qualité.
- Développer des informations de référence sur la biodiversité ou mener des recherches forestières appliquées au niveau local peut bénéficier considérablement des connaissances de la population riveraine du site du projet.

3. Renouvellement du protocole d'accord entre l'OIBT et la CDB portant sur la biodiversité des forêts tropicales

En février 2021, les Secrétariats de l'OIBT et de la CDB ont signé un protocole d'accord (MoU) en vertu duquel leur partenariat a été officiellement prorogé jusqu'en 2025.

L'objectif général de ce protocole d'accord est d'aider les Parties à la CDB ainsi que les pays membres de l'OIBT à maintenir, à restaurer et à renforcer la biodiversité et les services écosystémiques des forêts et des paysages forestiers en milieu tropical, tout en maintenant la production durable de bois et autres produits et services. Il a pour objet de faciliter la mise en œuvre d'activités relevant de la conservation et du renforcement de la biodiversité dans la gestion durable des forêts; de l'utilisation et la restauration des ressources forestières tropicales dans le cadre du Programme de travail biennal de l'OIBT 2021-2022 et de ses Programmes de travail ultérieurs; du pilotage de la nouvelle Démarche programmatique de l'OIBT et de ses quatre Axes programmatiques, en privilégiant plus particulièrement celui consacré à conservation de la biodiversité et des services écosystémiques au cours de sa période pilote 2020-2022, tel qu'adopté par la décision 8(LV) du CIBT; du Plan d'action stratégique de l'OIBT 2013-2018, prorogé jusqu'en décembre 2021 et de tout plan d'action stratégique qui lui succédera; de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030; du programme de travail de la CDB sur la biodiversité forestière, du programme thématique sur la restauration des écosystèmes; et la mise en œuvre de l'Initiative pour la restauration des écosystèmes forestiers, dans le contexte du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.

II. L'INITIATIVE OIBT-CDB DE COLLABORATION EN FAVEUR DE LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ DES FORÊTS TROPICALES POUR LES ANNÉES 2024-2025

1. OBJECTIF

Objectif de développement

L'objectif global de cette Initiative est d'améliorer la conservation de la biodiversité dans les forêts tropicales avec la participation directe des parties prenantes locales, en s'attaquant aux facteurs de la déforestation, de la dégradation des forêts et de l'appauvrissement de la biodiversité.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de l'Initiative OIBT-CBD consistent à apporter un appui aux pays en développement qui sont à la fois Parties à la CDB et membres de l'OIBT dans la mise en œuvre de projets spécifiques à chaque pays qui contribuent à la réalisation des objectifs communs du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et des Cibles 12 et 18 de la Priorité stratégique 3 énoncées dans le Plan d'action stratégique de l'OIBT 2022-2026 (voir annexe 2).

L'objectif global de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration, tel qu'énoncé dans le nouveau protocole d'accord, est d'améliorer la conservation de la biodiversité dans les forêts tropicales avec la participation directe des parties prenantes locales, en s'attaquant aux deux principaux facteurs d'appauvrissement de la biodiversité

dans les forêts tropicales: la déforestation et la dégradation des forêts. L'Initiative prévoit également quatre objectifs spécifiques:

- 1) Renforcer les capacités nationales et locales en matière de conservation de la biodiversité dans les paysages forestiers de production.
- 2) Améliorer la conservation et la gestion des aires protégées, en particulier dans les zones tampons et les zones transfrontières.
- 3) Restaurer et remettre en état les paysages dégradés et déboisés afin d'accroître la biodiversité et d'améliorer la production des forêts.
- 4) Améliorer le bien-être des communautés locales et des groupes autochtones grâce à la conservation de la biodiversité et à l'utilisation durable des ressources naturelles.

Ces objectifs spécifiques doivent être atteints en favorisant la gestion durable des forêts (GDF), en privilégiant particulièrement la protection de la biodiversité et le renforcement de la valeur des forêts tropicales naturelles afin d'éviter tout changement non planifié d'affectation des terres, ce tout en encourageant la restauration des paysages forestiers au titre de solution fondée sur la nature qui contribue à réaliser les cibles se rapportant aux forêts énoncées dans le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, ainsi que les Cibles 12 et 18 de la Priorité stratégique 3 du Plan d'action stratégique de l'OIBT 2022-2026.

2. CONFORMITÉ AUX OBJECTIFS ET PRIORITÉS DE L'OIBT ET DE LA CDB

Conformité au cadre de politique de l'OIBT

L'Initiative de collaboration OIBT-CDB est directement en phase avec les Objectifs de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux:

- (c) Contribuer à un développement durable et à l'atténuation de la pauvreté;
- (m) Encourager les membres à élaborer des politiques nationales visant à l'utilisation durable et à la conservation des forêts productrices de bois d'œuvre et au maintien de l'équilibre écologique, dans le contexte du commerce des bois tropicaux;
- (q) Favoriser une meilleure compréhension de la contribution des produits forestiers autres que le bois d'œuvre et des services écologiques à la gestion durable des forêts tropicales, et la coopération avec des institutions et des processus compétents à cette fin;
- (r) Encourager les membres à reconnaître le rôle des communautés autochtones et locales dépendant des forêts dans la gestion durable des forêts et à élaborer des stratégies visant à accroître la capacité de ces communautés de gérer de manière durable les forêts productrices de bois tropicaux; et
- (s) Identifier et étudier des questions nouvelles ou récentes.

Elle est également en accord avec les Cibles suivantes contenues dans le Plan d'action stratégique de l'OIBT 2022-2026, à la suite de la Priorité stratégique 3 (Résilience, restauration et conservation):

- Cible 12: Articuler et promouvoir le rôle de l'OIBT dans la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts dans le monde tropical, et dans sa contribution à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets ainsi qu'à la restauration des paysages forestiers;
- Cible 18: Favoriser l'emploi des *Lignes directrices de l'OIBT pour la restauration des paysages forestiers en milieu tropical* (2020) et actualiser selon que de besoin les *Directives OIBT-UICN pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les forêts tropicales productrices de bois* (2009).

Conformité au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal

Lors de la CdP 15 en décembre 2022, les Parties à la CDB ont convenu d'un nouvel ensemble d'objectifs et de cibles réunis sous l'intitulé «Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal». La réalisation de ses quatre objectifs mondiaux a été fixée à l'horizon 2050 tandis que ses 27 cibles visent l'horizon 2030. L'Initiative OIBT-CDB de collaboration donnera la priorité aux activités visant à contribuer à la réalisation des objectifs liés aux forêts et des cibles associées qui figurent dans le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, lesquels sont en corrélation avec certains objectifs et priorités de l'OIBT, notamment les cibles suivantes:

- Cible 2: Veiller à ce que, d'ici à 2030, au moins 30% des écosystèmes dégradés fassent l'objet de mesures de remise en état; et
- Cible 3: faire en sorte que, d'ici à 2030, au moins 30% des zones terrestres et marines soient protégées grâce à des systèmes d'aires protégées bien reliées et équitablement gouvernées et à

- d'autres mesures efficaces de conservation par zone
- Cible 10: Assurer une gestion durable des zones agricoles, aquacoles, halieutiques et forestières
- Cible 15: Prendre des mesures juridiques, ou de politique générale visant à inciter les entreprises à agir afin de réduire les incidences négatives sur la biodiversité et de promouvoir des mesures propres à garantir des modes de production durable
- Cible 16: Veiller à encourager les populations à faire des choix de consommation durables
- Cible 19: Augmenter les ressources financières internationales provenant des pays développés Parties en faveur des pays en développement pour le porter à au moins 20 milliards \$EU par an d'ici à 2025 et à au moins 30 milliards \$EU d'ici à 2030
- Cible 20: Accroître le renforcement et le développement des capacités, l'accès aux technologies et leur transfert, et promouvoir l'innovation et la coopération technique et scientifique et l'accès à celles-ci
- Cible 21: Faire en sorte que les meilleures données, informations et connaissances soient accessibles pour la prise de décisions
- Cible 22: Assurer un processus décisionnel participatif et respectueux des droits des populations autochtones et communautés locales
- Cible 23: Veiller à une approche tenant compte du genre

3. STRUCTURE DE FONCTIONNEMENT

Le principal instrument de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration 2024-2025 réside dans le financement de projets et d'activités visant à soutenir les membres producteurs de l'OIBT dans la mise en œuvre des actions proposées par les parties prenantes des pays membres de l'OIBT, ce par l'intermédiaire des points focaux officiels de l'OIBT en concertation avec les points focaux nationaux de la CDB. Chaque proposition de projet devra clairement montrer comment elle contribue à la réalisation des Objectifs mondiaux à l'horizon 2050 et des Cibles mondiales à l'horizon 2030 figurant dans le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal qui sont pertinents, ainsi qu'aux objectifs liés à la biodiversité contenus dans le Plan d'action stratégique de l'OIBT 2022-2026.

Pour sélectionner les activités/avant-projets/projets à financer, seront examinés les critères suivants:

- a) Conformité au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et au Plan d'action stratégique de l'OIBT 2022-2026;
- b) Capacité à réaliser les objectifs et produits ciblés;
- c) Rapport coût-efficacité et contrôles appropriés en place pour gérer les fonds;
- d) Retombées socio-économiques et environnementales aux niveaux et national, notamment pour les populations autochtones et les communautés locales;
- e) Liens ou pertinence avec d'autres activités et projets, et appui financier démultiplié;
- f) Applicabilité/vulgarisation des résultats aux niveaux national ou régional;
- g) Inclusion d'indicateurs de suivi et d'évaluation des avancées vers la réalisation des objectifs du projet et mécanisme et processus clairs d'exploitation des résultats et enseignements dégagés;
- h) Pérennisation des produits et acquis à l'achèvement du projet;
- i) Mécanismes de participation effective des parties prenantes; et
- j) Impact fort et pouvant être démontré sur le plan de la réalisation des objectifs spécifiques de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration.

4. SUIVI ET RAPPORTS

Les mesures visant à garantir la pérennité des résultats de chaque projet devront être décrites dans leur document de projet proprement dit. Ils seront régulièrement évalués lors du suivi et des évaluations annuels du projet. La poursuite du financement dépendra des informations communiquées dans les rapports communiqués et de la réalisation d'objectifs et de produits clairs.

Chaque projet sera répertorié dans le portefeuille de projets de l'OIBT et dans la base de données des projets de la CDB, afin que les projets fructueux servent d'exemples dans les directives sur les bonnes pratiques, telles que *A Good Practice Guide: Sustainable Forest Management, biodiversity and Livelihoods* (Un Guide des bonnes pratiques: gestion durable des forêts, biodiversité et moyens de subsistance). Ainsi, les projets réussis serviront de modèles à des fins de démonstration et de réplication.

5. BUDGET INDICATIF

5.1 Budget indicatif consolidé

Un plan de travail indicatif général couvre les deux exercices 2024 et 2025. Le budget indicatif total de cette initiative est de 5 millions \$EU, dont 4,2 millions \$EU seraient destinés aux activités au niveau national et 0,8 million \$EU aux activités aux niveaux régional et international.

Initiative OIBT-CDB de collaboration, financement de l'OIBT (projets et activités de l'OIBT devant être achevés au cours de la période 2024-2025)	\$EU2,663 254,00
Solde des financements de donateurs externes dans le cadre des efforts de levée de fonds par l'OIBT et la CDB	\$EU2,336 746 00
TOTAL	\$EU5,000 000 00

5.2 Potentiels donateurs

Les gouvernements du Japon, des États-Unis, de l'Australie et de la République de Corée ont apporté leurs contributions aux projets et activités en cours dans le cadre de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration. Ces contributions s'élèvent à 2,663 254 \$EU et portent sur des entreprises en cours qui devraient s'achever en 2024-2025 ou plus tard. Les projets et activités en cours sont les suivants:

1. PD 712/13 Rev.3 (F) Renforcement de la mise en œuvre de l'aménagement de la Réserve de biosphère de Giam Siak Kecil-Bukit Batu (GSK-BR) à Riau Sumatra - Phase I (Indonésie)/[**\$EU250 000**]
2. PD 808/16 Rev.5 (F) Sauvegarde du bois de vène (*Pterocarpus erinaceus* Poir) dans les forêts classées de La Palée et de Boundiali au nord de la Côte d'Ivoire avec la participation des communautés riveraines - Phase I (Côte d'Ivoire)/[**\$EU320 000**]
3. PD 902/19 Rev.3 (F) Gestion du massif forestier du Haut-Baram avec la participation des communautés locales dans l'objectif de sa conservation et de son développement durable, Haut-Baram au Sarawak, en Malaisie (Malaisie)/[**\$EU556 083**]
4. PD 903/19 Rev.2 (F) Gestion de l'aire de conservation de Sungai Menyang pour la protection des orangs-outangs et l'amélioration des moyens d'existence des communautés au Sarawak, en Malaisie (Malaisie)
[Financement partiel **\$EU121 903**]
5. PD 905/19 Rev.3 (F) Appui à la gestion durable de la forêt classée de la Fosse-aux-Lions dans la région des savanes au Togo – Phase I (Togo)/[**\$EU200 000**]
6. PD 916/21 Rev.1 (F) Systèmes pilotes de gestion durable des forêts naturelles secondaires du territoire collectif de la communauté d'afro-descendants du Conseil communautaire de Bajo Calima, Municipalité de Buenaventura, en Colombie (Colombie)/[**\$EU450 000**]
7. PD 932/23 (F) Évaluation et diffusion des connaissances et expérience en matière de conservation *ex situ* et de plantation de Caoba dans la région côtière du nord du Pérou (Pérou)/[**\$EU85 000**]
8. PP-A/56-341B Appui à des groupements de femmes pour la restauration des paysages forestiers dans les départements de Blitta et des Lacs, au Togo – Phase III (Togo)/[**\$EU72 268**]
9. PP-A/59-351 Restauration par les communautés des forêts de mangroves vulnérables touchées par des ouragans dans le cadre de l'autonomisation des communautés côtières et des femmes dans le delta de la Rewa à Fidji (Fidji)/[**\$EU350 000**]

10. PP-A/59-352

Autonomisation des communautés en matière de gestion des forêts et de restauration des paysages forestiers dans le Haut-Baram au Sarawak, en Malaisie (Malaisie)/[**\$EU258 000**]

Montant total: \$EU2,663 254

L'Initiative OIBT-CDB de collaboration renouvelée améliorera de manière stratégique son approche de financement en s'alignant sur les priorités des donateurs, notamment l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique, le Japon, la Norvège, la République de Corée et la Chine, dans le but de soutenir des projets qui correspondent à leur mandat respectif en matière de développement international. En outre, grâce à des synergies avec les initiatives existantes du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Fonds vert pour le climat (FVC) ainsi que des banques de développement, l'OIBT et la CDB exploreront les possibilités d'élargir leurs sources de financement. Dans le cadre de son engagement en faveur de la biodiversité, l'OIBT a déjà fait part de son vif intérêt à explorer la possibilité de devenir une agence d'exécution pour des projets du FEM, en vue de contribuer ainsi aux initiatives mondiales en faveur de la biodiversité. Les pays membres et le pays hôte, le Japon, ont été informés de cette décision et l'OIBT a sollicité le soutien du Japon et des autres pays membres à cet égard.

Annex 1 - ITTO-CBD MOU

Memorandum of Understanding between the Secretariat of the Convention on Biological Diversity and the Secretariat of the International Tropical Organization



**MEMORANDUM OF UNDERSTANDING
BETWEEN
THE SECRETARIAT OF THE CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY
AND
THE SECRETARIAT OF THE INTERNATIONAL TROPICAL TIMBER ORGANIZATION
(Extension for the period 2021-2025)**

The Secretariat of the International Tropical Timber Organization (ITTO) and the Secretariat of the Convention on Biological Diversity (SCBD) (hereafter called the "Secretariats" collectively, or each referred to as "Secretariat");

Recalling the adoption of the United Nations Decade on Ecosystem Restoration 2021-2030 by the United Nations General Assembly in March 2019 aiming to support and scale up efforts to prevent, halt and reverse the degradation of ecosystems worldwide and raise awareness of the importance of successful ecosystem restoration as a proven measure to fight climate change, enhance global biological diversity, food security and water supply as well as securing the livelihoods, well-being and economic prosperity of a large proportion of the global population;

Acknowledging that the Conference of the Parties (COP) of the CBD, at its fifteenth meeting, plans to adopt a post-2020 global biodiversity framework as a plan towards achieving the 2050 Vision of 'Living in harmony with nature' in which Parties are urged to strengthen implementation of its goals and targets, including those relating to forest biodiversity;

Recalling paragraphs 1 and 28 of CBD decision 14/30, in which the COP urged Parties and other Governments, other organizations, conventions and stakeholders to consider possible new areas and approaches to advance the implementation of biodiversity commitments through enhanced cooperation as part of the post-2020 global biodiversity framework and requested the Executive Secretary, subject to the availability of resources, to further strengthen collaboration with the ITTO under the Collaborative Initiative for Tropical Forest Biodiversity;

Recalling the ITTO/IUCN Guidelines for the Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in Tropical Timber Production Forests (2009), the ITTO Voluntary Guidelines for the Sustainable Management of Natural Tropical Forests (2015), the ITTO Guidelines for Forest Landscape Restoration in the Tropics (2020), the ITTO Environmental and Social Management Guidelines (2020), CBD decision XIII/5 "Ecosystem restoration: short-term action plan" and CBD decision XII/5 "the Plan of Action on Customary Sustainable Use of Biological Diversity";

Recalling the critical importance of the inter-relationship between the condition of tropical forests and environmental threats such as climate change, biodiversity loss, land degradation and desertification;

Recalling International Tropical Timber Council (ITTC) decisions 13(XXIX) and 7(XXX) in which the ITTC requested the Executive Director of the ITTO to explore options for a work plan with targeted joint activities with international organizations, including the CBD;



Further recalling ITTC Decision 8(LV) in which the ITTC requested the Executive Director of the ITTO to seek an extension of the Memorandum of Understanding (MoU) with the SCBD for an additional period of five years, with a view to enhance mutually supportive implementation of the International Tropical Timber Agreement (ITTA) and the CBD, especially for activities which are funded under the Global Environment Facility (GEF) biodiversity and land degradation focal areas;

Welcoming past efforts of the Secretariats through the ITTO/CBD Collaborative Joint Initiative For Tropical Forest Biodiversity since 2011, as a joint framework for cooperation in supporting member governments in the implementation of sustainable tropical forest management and trade, and the CBD programme of work on forest biodiversity in tropical forests;

THE SECRETARIATS HEREBY AGREE TO RENEW THE MEMORANDUM OF UNDERSTANDING SIGNED ON 2 MARCH 2010 AND EXTENDED ON 13 OCTOBER 2014 FOR AN ADDITIONAL PERIOD OF FIVE YEARS, 2021-2025, AS FOLLOWS:

**Article 1
Interpretation**

1. Implementation of any subsequent activities, projects and programmes pursuant to this MoU, including those involving the transfer of funds between the Secretariats, shall necessitate the execution of appropriate legal instruments between the Secretariats. The terms of such legal instruments shall be subject to the provisions of this MoU.
2. This MoU represents the complete understanding between the Secretariats and supersedes all prior MoUs, communications and representations, whether oral or written, concerning the subject matter of this MoU.

**Article 2
Duration**

This MoU will come into effect on 1 February 2021 and will end on 31 December 2025, with possible further extension if mutually agreed, subject to availability of resources, unless terminated in accordance with Article 15.

**Article 3
Purpose**

1. The overall goal of this MoU is to support Parties to the Convention on Biodiversity and ITTO member countries to maintain, restore and enhance biodiversity and ecosystem services of tropical forests and forest landscapes, while maintaining the sustainable production of timber and other products and services. It is aimed at facilitating the implementation of activities linked to the conservation and enhancement of biodiversity in sustainable forest management; use and restoration of tropical forest resources within the framework of the ITTO Biennial Work Programme 2021-2022 and subsequent Work Programmes; the piloting of ITTO's new Programmatic Approach and its four programme lines and in particular the program line on conservation of biodiversity and



ecosystem services for the pilot period of 2020-2022 adopted in ITTC Decision 8(LV) and any appropriate ITTC-approved framework between 2022-2025; the ITTO Strategic Action Plan 2013–2018, extended until December 2021 and any successor Strategic Action Plan; the United Nations Decade on Ecosystem Restoration 2021-2030; the CBD programme of work on forest biodiversity, the thematic programme on ecosystem restoration, and the implementation of the Forest Ecosystem Restoration Initiative, in the context of the post-2020 global biodiversity framework.

2. Activities under this MoU will contribute to achieve the following main objectives:
 - a. Assist countries to fully recognize and enhance the values of forest landscapes, including their biodiversity and ecosystem services, as well as in the collection and/or use of existing ecological and biological data that contribute to sustainable management, use and restoration of tropical forests;
 - b. Promote innovative approaches and practices (including payment for ecosystem services), and technologies and strengthening of technical skills aimed at maintaining and/or enhancing tropical biodiversity and ecosystem services in forest landscapes;
 - c. Assist in building countries' capacity to implement the ITTO/IUCN Guidelines for the Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in Tropical Production Forests and other relevant ITTO and internationally acknowledged guidelines and CBD decisions;
 - d. Enhance further collaboration with international organizations and partners to strengthen capacity to implement global biodiversity goals, including conservation and sustainable use of tropical tree species listed in the CITES annexes; and
 - e. Implement other activities as agreed by both Secretariats.

Article 4 Areas of Cooperation

1. Areas of Cooperation are agreed jointly through the cooperation mechanism in the MoU. Policies and priorities under this MoU may also be jointly reviewed by the request of one Secretariat with agreement of the other Secretariat pursuant to Article 5 below to allow the Secretariats to respond to newly emerging issues in the realm of biological diversity, environment and sustainable development.
2. The Secretariats have agreed to the following preliminary areas of cooperation for this MoU, in accordance with their respective mandate and programme of work.
 - a. Identify, develop and implement targeted joint activities on forests and biodiversity between the Secretariats, with involvement of other relevant organizations and partners;
 - b. Carry out the targeted joint activities taking into account, among others, the revision of the ITTO/CBD Joint Collaborative Initiative for Tropical Forest Biodiversity in 2021 and its implementation in ITTO producer member countries and Parties signatory to the CBD;
 - c. Facilitate access to bilateral and multi-lateral funding sources, including through Global Environment Facility and the Green Climate Fund, for achieving the mutual objectives of ITTO and CBD to sustain forest biodiversity as enshrined in this MoU;
 - d. Assist countries to achieve sustainable forest management, reduce deforestation, rehabilitate degraded forest lands through ecosystem restoration, and enhance and expand forest protected areas; and



- e. Facilitate information exchange and other forms of cooperation between the Secretariats such as:
 - i. Organizing joint activities, such as the development of guidelines, analytical work, training and capacity building as well as formulating selected field projects under different modalities;
 - ii. Promoting cooperation with other sectors and organizations including the Collaborative Partnership on Forests;
 - iii. Organizing joint events at international conferences and meetings, including those of the United Nations Forum on Forests, the United Nations Framework Convention on Climate Change, the Food and Agriculture Organization of the United Nations, and the World Forestry Congress;
 - iv. Supporting regional collaboration and South-South cooperation; and
 - v. Examining opportunities for harmonized reporting on sustainable use, restoration and conservation of tropical forests in the context of the post-2020 global biodiversity framework.
3. The above list is not exhaustive and should not be taken to exclude or replace other forms of cooperation between the Secretariats on other issues of common interest.

Article 5 **Organization of the Cooperation**

1. Reports will be periodically presented to the appropriate meetings of the ITTC and the CBD.
2. The Secretariats will review the effectiveness of this arrangement on an annual basis and mutually agree on necessary steps to keep it dynamic and effective.

Article 6 **Status of the Secretariats and their Personnel**

1. The Secretariats acknowledge and agree that ITTO is an entity separate and distinct from the United Nations, including SCBD. The employees, personnel, representatives, agents, contractors or affiliates of ITTO, including the personnel engaged by ITTO for carrying out any of the project activities pursuant to this MoU, shall not be considered in any respect or for any purposes whatsoever as being employees, personnel, representatives, agents, contractors or affiliates of the United Nations, including SCBD, nor shall any employees, personnel, representatives, agents, contractors or affiliates of SCBD be considered, in any respect or for any purposes whatsoever, as being employees, personnel, representatives, agents, contractors or affiliates of ITTO.
2. Neither Secretariat shall be entitled to act or make legally binding declarations on behalf of the other Secretariat. Nothing in this MoU shall be deemed to constitute a joint venture, agency, interest grouping or any other kind of formal business grouping or entity between the Secretariats.



Article 7 Fundraising

1. To the extent permitted by the Secretariats' respective regulations, rules, policies and procedures, and subject to paragraph 2 below, the Secretariats may engage in fundraising to support the activities, projects and programmes to be developed or carried out pursuant to this MoU.
2. Neither Secretariat shall engage in fundraising with third parties in the name of or on behalf of the other, without the prior express written approval of the other Secretariat in each instance.
3. The Secretariats should regularly consult with each other to determine the availability of resources required for implementing the activities under this MoU and the most equitable way of meeting such expenditure, if any. If resources are not available, the Secretariats will consult on the most appropriate ways to obtain the necessary resources, including opportunities for joint fundraising and for CBD's support for ITTO's engagement as an executing agency of GEF funded projects.

Article 8 Intellectual Property Rights

1. Nothing in the MoU shall be construed as granting or implying rights to, or interest in, intellectual property of the Secretariats, except as otherwise provided in paragraph 2 below.
2. In the event that the Secretariats foresee that intellectual property that can be protected shall be created in relation to a particular activity, project or programme to be carried out under this MoU, the Secretariats shall negotiate and agree on terms of its ownership and use in the relevant legal instrument concluded as per Article 1.

Article 9 Use of Name and Emblem

1. Neither Secretariat shall use the name, emblem or trademarks of the other Secretariat, its subsidiaries and/or affiliates, or any abbreviation thereof, in connection with its business or for public dissemination without the prior express written approval of the other Secretariat in each instance. In no event shall authorization of the name or emblem of each Secretariat be granted for commercial purposes or for use in any manner that suggests an endorsement of each other's products, business practices or services.
2. ITTO Secretariat acknowledges that it is familiar with the independent, international and impartial status of the United Nations and SCBD, and recognizes that their names and emblems may not be associated with any political or sectarian cause or otherwise used in a manner inconsistent with the status of the United Nations and SCBD.
3. The Secretariats agree to recognize and acknowledge this partnership, as appropriate. To this end, the Secretariats shall consult with each other concerning the manner and form of such recognition and acknowledgement.



Article 10
United Nations Privileges and Immunities

Nothing in or relating to this MoU shall be deemed a waiver, express or implied, of any of the privileges and immunities of the United Nations, including its subsidiary organs.

Article 11
Confidentiality

1. The handling of information shall be subject to each Secretariat's corporate confidentiality policies.
2. Before disclosing internal documents, or documents that by virtue of their content or the circumstances of their creation or communication must be deemed confidential, of the other Secretariat to third parties, each Secretariat shall obtain the express written consent of the other Secretariat. However, a Secretariat's disclosure of the other Secretariat's internal and/or confidential documents to an entity the disclosing Secretariat controls or with which it is under common control, or to an entity with which it has a confidentiality agreement, shall not be considered a disclosure to a third party, and shall not require prior authorization.
3. For SCBD, a principal or subsidiary organ of the United Nations established in accordance with the Charter of the United Nations shall be deemed to be a legal entity under common control.

Article 12
Responsibility

Each Secretariat will be responsible for dealing with any claims or demands arising out of its actions or omissions, and those of its respective personnel, in relation to this MoU.

Article 13
Dispute Settlement

1. The Secretariats shall use their best efforts to settle amicably any dispute, controversy or claim arising out of this MoU. Where the Secretariats wish to seek such an amicable settlement through conciliation, the conciliation shall take place in accordance with the UNCITRAL Conciliation Rules then prevailing, or according to such other procedure as may be agreed between the Secretariats.
2. Any dispute, controversy or claim between the Secretariats arising out of this MoU which is not settled amicably in accordance with the foregoing sub-article may be referred by either Secretariat to arbitration under the UNCITRAL Arbitration Rules in force. The arbitral tribunal shall have no authority to award punitive damages. The Secretariats shall be bound by any arbitration award rendered as a result of such arbitration as the final adjudication of any such controversy, claim or dispute.



Article 14
Notification and Amendments

1. Either Secretariat shall promptly notify the other in writing of any anticipated or actual material changes that will affect the execution of this MoU.
2. The Secretariats may amend this MoU by mutual written agreement, which shall be appended to this MoU and become an integral part of it.

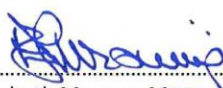
Article 15
Termination

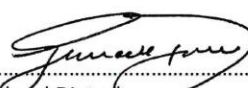
1. Either Secretariat may terminate this MoU by giving 6 months prior written notice to the other Secretariat.
2. Upon termination of this MoU, the rights and obligations of the Secretariats defined under any other legal instrument executed pursuant to this MoU shall cease to be effective, except as otherwise provided in this MoU.
3. Any termination of the MoU shall be without prejudice to (a) the orderly completion of any ongoing collaborative activity and (b) any other rights and obligations of the Secretariats accrued prior to the date of termination under this MoU or legal instrument executed pursuant to this MoU.
4. The obligations under Articles 8-13 do not lapse upon expiry, termination of or withdrawal from this MoU.

IN WITNESS WHEREOF, the duly authorized representatives of the Secretariats affix their signatures below.

**For the Secretariat of the Convention on
Biological Diversity**

**For the Secretariat of the International Tropical
Timber Organization**


.....
Elizabeth Maruma Mrema
Executive Secretary


.....
Gerhard Dieterle
Executive Director

Date: 25 January 2021
.....

Date: 25 January 2021
.....

Ref. No: M.21-002

Secretariats' initials: 

Annex 2 – Strategic Priority of ITTO Strategic Action Plan 2022-2026

Strategic Priority	Targets
SP1: Governance investment	• Develop a strategy/roadmap for meeting GEF and GCF requirements for accreditation as a partner agency and in the interim pursue effective participation in GEF and GCF multi-stakeholder engagement arrangements • Leverage financing through enhanced international partnerships and synergies • Develop and promote tools to monitor/increase transparency/traceability in supply chains • Promote ITTO's leadership as a platform for dialogue and cooperation on legal and sustainable supply (LSSC) chains • Promote actions to combat illegal trade in tropical timber species and reinforce collaboration with CITES to this end • Explore opportunities/constraints to investment in tropical timber processing industries and technologies
SP2: Economies and tropical timber trade	• Analyze the effects of domestic wood production and trade in producer countries on sustainable forest management (SFM) and promote sustainable domestic wood production and supply chains • Establish an ITTO working group to include the Trade Advisory Group and Civil Society Advisory Group to look at market/trade issues, resiliency in the tropical timber business, and ways to build global demand for sustainably produced/supplied tropical timber • Develop and promote indigenous and local community forest management and business models for small and medium enterprises, including legal and sustainable value chains • Explore opportunities for sustainable value creation in producer countries • Assess the role of tropical plantations and agroforestry systems in local and national economies and opportunities to rehabilitate degraded land for these uses
SP3: Deforestation Restoration Biodiversity Ecosystem services	• Articulate/promote ITTO's role in reducing tropical deforestation and forest degradation and contributing to climate change mitigation/adaptation and forest landscape restoration • Promote positive interactions between forest, agriculture and other sectors to reduce illegal deforestation, including through land use policies and landscape planning • Analyze and promote approaches to managing forest landscape in an integrated manner in the context of a changing climate • Seek to establish an MOU with UNFCCC to promote collaboration/synergies, including on forest restoration and integration of SFM in climate mitigation/adaptation strategies • Refine the MOU with CBD as needed to reflect the Post-2020 Global Biodiversity Framework • Extend/renew the MOU with UNCCD through 2026 • Promote use of ITTO Guidelines for Forest Landscape Restoration in the Tropics (2020) and update as needed ITTO/IUCN Guidelines for the Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in Tropical Production Forests (2009)
SP4: Statistics Information	• Make strategic use of ITTO's market/trade databases to inform and support LSSC discussions in international fora and within the Collaborative Partnership on Forests • Prepare an updated SFM Tropics report based on ITTO's Criteria & Indicators for SFM • Upgrade ITTO databases on projects and activities, taking into account the database being developed as part of piloting a streamlined project cycle

Annex 3 – Goals and Targets of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework

Global goals for 2050

The Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework has four long-term goals for 2050 related to the 2050 Vision for biodiversity.

GOAL A

The integrity, connectivity and resilience of all ecosystems are maintained, enhanced, or restored, substantially increasing the area of natural ecosystems by 2050;

Human induced extinction of known threatened species is halted, and, by 2050, the extinction rate and risk of all species are reduced tenfold and the abundance of native wild species is increased to healthy and resilient levels;

The genetic diversity within populations of wild and domesticated species, is maintained, safeguarding their adaptive potential.

GOAL B

Biodiversity is sustainably used and managed and nature's contributions to people, including ecosystem functions and services, are valued, maintained and enhanced, with those currently in decline being restored, supporting the achievement of sustainable development for the benefit of present and future generations by 2050.

GOAL C

The monetary and non-monetary benefits from the utilization of genetic resources and digital sequence information on genetic resources, and of traditional knowledge associated with genetic resources, as applicable, are shared fairly and equitably, including, as appropriate with indigenous peoples and local communities, and substantially increased by 2050, while ensuring traditional knowledge associated with genetic resources is appropriately protected, thereby contributing to the conservation and sustainable use of biodiversity, in accordance with internationally agreed access and benefit-sharing instruments.

GOAL D

Adequate means of implementation, including financial resources, capacity-building, technical and scientific cooperation, and access to and transfer of technology to fully implement the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework are secured and equitably accessible to all Parties, especially developing country Parties, in particular the least developed countries and small island developing States, as well as countries with economies in transition, progressively closing the biodiversity finance gap of \$700 billion per year, and aligning financial flows with the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework and the 2050 Vision for biodiversity.

Global targets for 2030

The Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework has 23 action-oriented global targets for urgent action over the decade to 2030. The actions set out in each target need to be initiated immediately and completed by 2030. Together, the results will enable achievement towards the outcome-oriented goals for 2050. Actions to reach these targets should be implemented consistently and in harmony with the Convention on Biological Diversity and its Protocols, and other relevant international obligations, taking into account national circumstances, priorities and socioeconomic conditions.

1. *Reducing threats to biodiversity*

TARGET 1

Ensure that all areas are under participatory, integrated and biodiversity inclusive spatial planning and/or effective management processes addressing land- and sea-use change, to bring the loss of areas of high biodiversity importance, including ecosystems of high ecological integrity, close to zero by 2030, while respecting the rights of indigenous peoples and local communities.

TARGET 2

Ensure that by 2030 at least 30 per cent of areas of degraded terrestrial, inland water, and marine and coastal ecosystems are under effective restoration, in order to enhance biodiversity and ecosystem functions and services, ecological integrity and connectivity.

TARGET 3

Ensure and enable that by 2030 at least 30 per cent of terrestrial and inland water areas, and of marine and coastal areas, especially areas of particular importance for biodiversity and ecosystem functions and services, are effectively conserved and managed through ecologically representative, well-connected and equitably governed systems of protected areas and other effective area-based conservation measures, recognizing indigenous and traditional territories, where applicable, and integrated into wider landscapes, seascapes and the ocean, while ensuring that any sustainable use, where appropriate in such areas, is fully consistent with conservation outcomes, recognizing and respecting the rights of indigenous peoples and local communities, including over their traditional territories.

TARGET 4

Ensure urgent management actions to halt human induced extinction of known threatened species and for the recovery and conservation of species, in particular threatened species, to significantly reduce extinction risk, as well as to maintain and restore the genetic diversity within and between populations of native, wild and domesticated species to maintain their adaptive potential, including through in situ and ex situ conservation and sustainable management practices, and effectively manage human-wildlife interactions to minimize human-wildlife conflict for coexistence.

TARGET 5

Ensure that the use, harvesting and trade of wild species is sustainable, safe and legal, preventing overexploitation, minimizing impacts on non-target species and ecosystems, and reducing the risk of pathogen spillover, applying the ecosystem approach, while respecting and protecting customary sustainable use by indigenous peoples and local communities.

TARGET 6

Eliminate, minimize, reduce and or mitigate the impacts of invasive alien species on biodiversity and ecosystem services by identifying and managing pathways of the introduction of alien species, preventing the introduction and establishment of priority invasive alien species, reducing the rates of introduction and establishment of other known or potential invasive alien species by at least 50 per cent by 2030, and eradicating or controlling invasive alien species, especially in priority sites, such as islands.

TARGET 7

Reduce pollution risks and the negative impact of pollution from all sources by 2030, to levels that are not harmful to biodiversity and ecosystem functions and services, considering cumulative effects, including: (a) by reducing excess nutrients lost to the environment by at least half, including through more efficient nutrient cycling and use; (b) by reducing the overall risk from pesticides and highly hazardous chemicals by at least half, including through integrated pest management, based on science, taking into account food security and livelihoods; and (c) by preventing, reducing, and working towards eliminating plastic pollution.

TARGET 8

Minimize the impact of climate change and ocean acidification on biodiversity and increase its resilience through mitigation, adaptation, and disaster risk reduction actions, including through nature-based solutions and/or ecosystem-based approaches, while minimizing negative and fostering positive impacts of climate action on biodiversity.

2. Meeting people's needs through sustainable use and benefit-sharing**TARGET 9**

Ensure that the management and use of wild species are sustainable, thereby providing social, economic and environmental benefits for people, especially those in vulnerable situations and those most dependent on biodiversity, including through sustainable biodiversity-based activities, products and services that enhance biodiversity, and protecting and encouraging customary sustainable use by indigenous peoples and local communities.

TARGET 10

Ensure that areas under agriculture, aquaculture, fisheries and forestry are managed sustainably, in particular through the sustainable use of biodiversity, including through a substantial increase of the application of biodiversity friendly practices, such as sustainable intensification, agroecological and other innovative approaches, contributing to the resilience and long-term efficiency and productivity of these production systems, and to food security, conserving and restoring biodiversity and maintaining nature's contributions to people, including ecosystem functions and services.

TARGET 11

Restore, maintain and enhance nature's contributions to people, including ecosystem functions and services, such as the regulation of air, water and climate, soil health, pollination and reduction of disease risk, as well as protection from natural hazards and disasters, through nature-based solutions and/or ecosystem-based approaches for the benefit of all people and nature.

TARGET 12

Significantly increase the area and quality, and connectivity of, access to, and benefits from green and blue spaces in urban and densely populated areas sustainably, by mainstreaming the conservation and sustainable use of biodiversity, and ensure biodiversity-inclusive urban planning, enhancing native biodiversity, ecological connectivity and integrity, and improving human health and well-being and connection to nature, and contributing to inclusive and sustainable urbanization and to the provision of ecosystem functions and services.

TARGET 13

Take effective legal, policy, administrative and capacity-building measures at all levels, as appropriate, to ensure the fair and equitable sharing of benefits that arise from the utilization of genetic resources and from digital sequence information on genetic resources, as well as traditional knowledge associated with genetic resources, and facilitating appropriate access to genetic resources, and by 2030, facilitating a significant increase of the benefits shared, in accordance with applicable international access and benefit-sharing instruments.

3. Tools and solutions for implementation and mainstreaming

TARGET 14

Ensure the full integration of biodiversity and its multiple values into policies, regulations, planning and development processes, poverty eradication strategies, strategic environmental assessments, environmental impact assessments and, as appropriate, national accounting, within and across all levels of government and across all sectors, in particular those with significant impacts on biodiversity, progressively aligning all relevant public and private activities, and fiscal and financial flows with the goals and targets of this framework.

TARGET 15

Take legal, administrative or policy measures to encourage and enable business, and in particular to ensure that large and transnational companies and financial institutions:

- (a) Regularly monitor, assess, and transparently disclose their risks, dependencies and impacts on biodiversity, including with requirements for all large as well as transnational companies and financial institutions along their operations, supply and value chains, and portfolios;
- (b) Provide information needed to consumers to promote sustainable consumption patterns;
- (c) Report on compliance with access and benefit-sharing regulations and measures, as applicable;

in order to progressively reduce negative impacts on biodiversity, increase positive impacts, reduce biodiversity-related risks to business and financial institutions, and promote actions to ensure sustainable patterns of production.

TARGET 16

Ensure that people are encouraged and enabled to make sustainable consumption choices, including by establishing supportive policy, legislative or regulatory frameworks, improving education and access to relevant and accurate information and alternatives, and by 2030, reduce the global footprint of consumption

in an equitable manner, including through halving global food waste, significantly reducing overconsumption and substantially reducing waste generation, in order for all people to live well in harmony with Mother Earth.

TARGET 17

Establish, strengthen capacity for, and implement in all countries, biosafety measures as set out in Article 8(g) of the Convention on Biological Diversity and measures for the handling of biotechnology and distribution of its benefits as set out in Article 19 of the Convention.

TARGET 18

Identify by 2025, and eliminate, phase out or reform incentives, including subsidies, harmful for biodiversity, in a proportionate, just, fair, effective and equitable way, while substantially and progressively reducing them by at least \$500 billion per year by 2030, starting with the most harmful incentives, and scale up positive incentives for the conservation and sustainable use of biodiversity.

TARGET 19

Substantially and progressively increase the level of financial resources from all sources, in an effective, timely and easily accessible manner, including domestic, international, public and private resources, in accordance with Article 20 of the Convention, to implement national biodiversity strategies and action plans, mobilizing at least \$200 billion per year by 2030, including by:

(a) Increasing total biodiversity related international financial resources from developed countries, including official development assistance, and from countries that voluntarily assume obligations of developed country Parties, to developing countries, in particular the least developed countries and small island developing States, as well as countries with economies in transition, to at least \$20 billion per year by 2025, and to at least \$30 billion per year by 2030;

(b) Significantly increasing domestic resource mobilization, facilitated by the preparation and implementation of national biodiversity finance plans or similar instruments according to national needs, priorities and circumstances;

(c) Leveraging private finance, promoting blended finance, implementing strategies for raising new and additional resources, and encouraging the private sector to invest in biodiversity, including through impact funds and other instruments;

(d) Stimulating innovative schemes such as payment for ecosystem services, green bonds, biodiversity offsets and credits, and benefit-sharing mechanisms, with environmental and social safeguards;

(e) Optimizing co-benefits and synergies of finance targeting the biodiversity and climate crises;

(f) Enhancing the role of collective actions, including by indigenous peoples and local communities, Mother Earth centric actions¹ and non-market-based approaches including community based natural resource management and civil society cooperation and solidarity aimed at the conservation of biodiversity;

(g) Enhancing the effectiveness, efficiency and transparency of resource provision and use.

TARGET 20

Strengthen capacity-building and development, access to and transfer of technology, and promote development of and access to innovation and technical and scientific cooperation, including through South-South, North-South and triangular cooperation, to meet the needs for effective implementation, particularly in developing countries, fostering joint technology development and joint scientific research programmes for the conservation and sustainable use of biodiversity and strengthening scientific research and monitoring capacities, commensurate with the ambition of the goals and targets of the Framework.

TARGET 21

Ensure that the best available data, information and knowledge are accessible to decision makers, practitioners and the public to guide effective and equitable governance, integrated and participatory management of biodiversity, and to strengthen communication, awareness-raising, education, monitoring, research and knowledge management and, also in this context, traditional knowledge, innovations, practices

¹ Mother Earth Centric Actions: Ecocentric and rights-based approach enabling the implementation of actions towards harmonic and complementary relationships between peoples and nature, promoting the continuity of all living beings and their communities and ensuring the non-commodification of environmental functions of Mother Earth.

and technologies of indigenous peoples and local communities should only be accessed with their free, prior and informed consent,² in accordance with national legislation.

TARGET 22

Ensure the full, equitable, inclusive, effective and gender-responsive representation and participation in decision-making, and access to justice and information related to biodiversity by indigenous peoples and local communities, respecting their cultures and their rights over lands, territories, resources, and traditional knowledge, as well as by women and girls, children and youth, and persons with disabilities and ensure the full protection of environmental human rights defenders.

TARGET 23

Ensure gender equality in the implementation of the Framework through a gender-responsive approach, where all women and girls have equal opportunity and capacity to contribute to the three objectives of the Convention, including by recognizing their equal rights and access to land and natural resources and their full, equitable, meaningful and informed participation and leadership at all levels of action, engagement, policy and decision-making related to biodiversity.

Source: CBD/COP/DEC/15/4 of 19 December 2022

* * *

² Free, prior and informed consent refers to the tripartite terminology of “prior and informed consent” or “free, prior and informed consent” or “approval and involvement.”